



S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS



## **Déclaration Préliminaire**

### **Du Comité Social d'Administration (CSA)**

### **De la DIRPJJ Grand Centre du 12 juin 2025**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA de la région Grand Centre,

**« Parlons enfin de dialogue social !!! »**

Nous sommes réunis aujourd'hui autour d'un ordre du jour qui aborde, entre autres, les droits syndicaux et des statistiques prétendument représentatives de la réalité du terrain. En réalité, ces chiffres, vidés de tout sens, ne servent qu'à diluer les responsabilités et à dissimuler les véritables dysfonctionnements.

Les droits syndicaux, pourtant piliers d'un dialogue social sincère et constructif, se voient méthodiquement grignotés, affaiblis, voire méprisés.

Il convient de le rappeler avec vigueur que **le dialogue social n'est ni un privilège, ni une option. Il est une obligation légale et un levier fondamental d'un service public efficace et équitable.** Ce principe fondamental, continuellement piétiné, a des conséquences directes sur la qualité de l'accompagnement éducatif et sur les conditions de travail des agents.

**Les faits sont là, Monsieur le Président :**

- La suppression des CHSCT a vidé de leur substance les instances dédiées à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail, au profit d'un huis clos technocratique dominé par les logiques comptables et inhumaines.
- Les convocations d'agents se multiplient, souvent dans un cadre anxiogène, sans que leur droit à l'accompagnement syndical soit systématiquement respecté.
- Les conseils médicaux, de plus en plus fréquents et complexes, mobilisent les représentants syndicaux dans des démarches chronophages, au détriment de leur présence sur le terrain.
- Le manque de moyens alloués aux représentants syndicaux est criant, particulièrement au sein de cette DIR, là où ailleurs, d'autres orientations plus respectueuses du dialogue social sont mises en œuvre.

**Alors, le dialogue social à la PJJ... est-il encore autre chose qu'un slogan vide de sens ?**

Nous ne sommes pas dupes. En nous contraignant à recourir massivement aux articles 13 et 16, vous sabotez notre capacité à agir efficacement. Vous freinez notre présence au plus près des agents, là où les alertes remontent, là où les besoins sont urgents. Vous tentez d'étouffer les voix qui dénoncent, qui alertent et qui défendent.



S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS



Pire encore, les ASA 16, censées nous permettre d'accompagner les collègues en souffrance, se transforment en **charge financière directe pour les organisations syndicales**, fragilisant leur capacité d'action. Ce n'est ni anodin, ni neutre : **c'est une stratégie d'asphyxie.**

Dans ces conditions, **prétendre œuvrer à la qualité de vie au travail relève de l'hypocrisie**, tant que les moyens réels pour exercer notre rôle nous sont refusés.

Monsieur le Président, **les syndicats ne sont pas des empêcheurs de tourner en rond. Ils sont entre autres, les garants du bon fonctionnement de l'institution.** Si l'administration prétend réellement vouloir restaurer un climat apaisé et améliorer les conditions de travail, elle doit commencer par respecter les représentants du personnel et leur donner les moyens d'exister.

Nous exigeons :

- Le respect strict et intégral de nos droits syndicaux, conformément aux textes de référence.
- Une reconnaissance pleine et entière de notre rôle dans l'accompagnement des personnels et l'amélioration du service public.

Enfin, vous vous prétendez attaché à un dialogue social de qualité. Pourtant, votre dernière note sur l'allègement d'activité syndicale et les moyens alloués aux organisations représentatives **va à l'encontre du vade-mecum des droits syndicaux**, en y imposant des restrictions inacceptables. Ce décalage entre vos discours et vos actes est flagrant.

**En conséquence de ce constat alarmant, nous ne siégerons pas à ce CSA.**

**Les organisations syndicales restent pleinement mobilisées aux côtés des agents pour défendre leurs droits, leurs conditions de travail et leur dignité.**

***« Ne pas donner les moyens aux syndicats, c'est refuser la contradiction et choisir l'autoritarisme. »***